



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 mai 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Sécurité portuaire : nouvelle stratégie.....	1
Augmentation du budget à l'USTR et au Département du Commerce.....	2
Relations commerciales sino-américaines : ne pas oublier la JCCT.....	3
Département d'État : nouveau panel sur l'investissement	4

Politique commerciale américaine

Sécurité portuaire : nouvelle stratégie

Le 6 avril dernier, la Secrétaire du Département du *Homeland Security*, Janet Napolitano, a approuvé une stratégie de « déploiement basé sur le risque ». Cette stratégie retardera d'au moins deux ans le mandat du Congrès visant le balayage à 100 % des cargos destinés au marché américain. Dans une audience devant le Comité du *Homeland Security* le 13 mai dernier, Napolitano a déclaré que son Département évaluait toujours d'autres alternatives au mandat en question qui devait être mis en exécution en 2012. Selon Napolitano, cette date limite est tout simplement trop « difficile » à respecter compte tenu des implications que le balayage à 100 % pourrait engendrer tant sur le plan monétaire que diplomatique. Ainsi, la stratégie approuvée par Napolitano vise à balayer les cargos, mais seulement sur une base où le risque est « suffisamment élevé » pour justifier une démarche sécuritaire. En effet, la stratégie prévoit le « déploiement limité » de systèmes de balayage sophistiqués uniquement dans les endroits stratégiques à haut risque. Pour ce faire, Napolitano a demandé une augmentation des fonds dédiés au balayage des cargos de \$19 millions pour l'année fiscale 2010. Cela dit, Napolitano a précisé que cet argent ne sera pas exclusivement dédié au fameux *Secure Freight Initiative* (SFI) visant à augmenter la sécurité dans les ports américains tout en favorisant l'entrée de flux commerciaux dits légitimes. La stratégie en question faisait par ailleurs partie d'une série de trois stratégies proposées pour renforcer la sécurité des ports américains. Parmi les deux autres stratégies, une visait à abroger le balayage à 100 % des cargos, ce qui aurait impliqué un vote au Congrès. L'autre visait à remplacer le balayage à 100 % par un balayage « par phases » à 90 % dans 70 sites présélectionnés. Selon Richard Barth, l'adjoint au secrétaire du Bureau pour le développement politique du Département du *Homeland Security*, les États-Unis se devaient d'élaborer une stratégie efficace et flexible qui n'affecte pas négativement leurs partenaires commerciaux.

En revanche, les ports qui feront l'objet de balayage ne sont pas encore connus. De plus, la façon dont Napolitano prétend concrètement repousser l'échéance de 2012 reste encore très opaque, d'autant plus que le mandat du Congrès visant le balayage à 100 % fait partie des recommandations de la



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 mai 2009

Commission du 11 septembre. Selon le titre XVII du *Implementing Recommendations of the 9/11 Commission Act of 2007*, Napolitano peut repousser de deux ans l'échéance de 2012, mais seulement sous de conditions exceptionnelles. Six conditions furent envisagées par la législation et au moins deux d'entre elles doivent exister pour justifier au Congrès le report de la date de 2012. Ces conditions sont : le manque d'équipement pour balayer les cargos; l'inefficacité technique des systèmes de détection (trop de « fausses alertes »); l'impossibilité d'installer des systèmes de balayage dans des ports étrangers en raison d'une objection gouvernementale; l'incommensurabilité inter-système; le risque que le commerce soit trop altéré par le balayage et enfin l'échec de la politique (les cargos à haut risque peinent à être identifiés).

Selon un rapport soumis en décembre 2008 au Congrès, les « essais » du balayage à 100 % ont fait l'objet de fortes résistances de la part de gouvernements étrangers, ont contribué au ralentissement des flux commerciaux et ont été marqués par de graves problèmes techniques.

Enfin, il importe de souligner que la stratégie de « déploiement basé sur le risque » ne fait pas l'unanimité. Plusieurs congressistes démocrates ont exprimé leur opposition quant à la mise en œuvre d'une telle stratégie. Déjà en octobre 2008, le président du Comité du *Homeland Security*, Bennie Thompson, avait critiqué la proposition de l'ancien Secrétaire du Département du *Homeland Security*, Michael Chertoff, voulant que le balayage à 100 % soit reporté et remplacé par une stratégie alternative.

Sources : Éditorial, « Napolitano Approves Risk-Based Strategy Instead of 100% Scanning », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 19 - May 15, 2009, p. 3-4. Department of Homeland Security, « Testimony of Secretary Napolitano before the House Homeland Security Committee, "FY 2010 Budget Request" », *Press Release*, May 13, 2009. [En ligne]: http://www.dhs.gov/ynews/testimony/testimony_1242237527598.shtm

Augmentation du budget à l'USTR et au Département du Commerce

L'Administration Obama vient d'annoncer une augmentation du budget du Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) de 2,2 %, soit \$1 million pour l'année fiscale 2010, dont le tiers ira à l'augmentation des effectifs du Bureau de l'USTR à Beijing. L'idée est d'améliorer et de renforcer les initiatives des États-Unis en Chine en matière de commerce. Ainsi, cette augmentation portera le budget de l'USTR à \$48,3 millions.

L'Administration Obama vient également d'annoncer une augmentation du budget de l'Administration pour le commerce international (ITA) du Département du Commerce de 4,7 %, soit \$19 millions pour 2010. Cette augmentation porte le budget de l'ITA à \$440,2 millions. Plus précisément, le budget du programme



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 mai 2009

des services commerciaux administré par l'ITA augmentera de \$237,7 millions en 2009 à \$253,4 millions en 2010, dont \$5,2 millions iront à l'ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger. L'idée est d'ouvrir des bureaux pour la première fois en Mongolie, au Liberia, en Lituanie ainsi qu'un deuxième en Russie. Au total, on dénombre plus de 125 bureaux de services commerciaux dans 77 pays. L'administration des importations de l'ITA verra son budget augmenté de \$66,4 millions en 2009 à \$68,3 millions en 2010. Pour ce qui est du programme pour l'accessibilité aux marchés et pour la conformité, son budget passera de \$42,3 millions en 2009 à \$43,2 millions en 2010. Enfin, le budget du programme pour les services et pour la manufacture augmentera de \$48,6 millions en 2009 à \$49,5 millions en 2010.

Par ailleurs, le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce devrait recevoir une augmentation budgétaire de 19,8 %, passant de \$83,7 millions en 2009 à \$100,3 millions en 2010, dont \$10 millions iront à la modernisation du système de technologie de l'information du BIS. En revanche, seul \$1,8 million ira à la protection contre les achats illégaux de matériaux fabriqués aux États-Unis pouvant servir à la confection artisanale d'explosifs.

En somme, le budget du Département du Commerce augmentera de \$4,4 milliards par rapport à 2009 pour atteindre les \$13,8 milliards en 2010, dont \$4,1 milliards iront à l'amélioration des efforts de recensement.

Sources : U.S. Department of Commerce, *Budget in Brief FY 2010*, Washington D.C.: DoC, Office of Budget, 2009, p. 55-67. Éditorial, « Obama Budget Calls for Funding Increases at USTR, Commerce », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 19 - May 15, 2009, p. 10-11.

Relations sino-américaines: ne pas oublier la JCCT

Le 14 mai dernier, plusieurs associations d'entreprises américaines, dont la Chambre de commerce américaine, la *Business Roundtable*, le Conseil national pour le commerce international (NFTC), ont envoyé conjointement une lettre au Président Obama afin de lui demander de reconnaître l'importance du dialogue politico-commercial sino-américain mené par l'USTR et le Département du Commerce dans le règlement des litiges et conflits d'intérêts. Ces associations ont également demandé au Président de forger des partenariats avec d'autres États afin « d'encadrer » multilatéralement la Chine dans l'économie mondiale, c'est-à-dire par l'entremise d'organisations telles l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Reste que les associations ont surtout mis l'accent sur l'importance de la *U.S.-China Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT) pour obtenir des gains concrets et absolus sur une variété d'enjeux liés à l'investissement ainsi qu'au commerce. Pour les associations d'entreprises, la JCCT joue un rôle crucial dans la consolidation des relations commerciales sino-



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 mai 2009

américaines. Celles-ci ont également souligné que leur point de vue reflétait celui d'une grande partie des congressistes.

Cette lettre arrive au moment même où l'USTR et le Département du Commerce demandent eux aussi à jouer un rôle plus important dans les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine. En effet, depuis un certain temps, c'est le Département du Trésor et celui d'État qui sont aux premières loges grâce à leur coprésidence du *Strategic and Economic Dialogue* (S&ED). Ce forum combinant le dialogue économique et le dialogue politique, mis sur pied sous l'Administration Bush, a eu tendance ces dernières années à prendre plus d'importance politique que la JCCT. Ainsi, dans leur lettre, les associations ont indiqué qu'il était « vital » pour la JCCT de recevoir la même attention que le S&ED car, ensemble, ces deux forums sont plus efficaces.

Par ailleurs, au chapitre des relations commerciales sino-américaines, l'Administration ferait désormais face à trois grands enjeux : (1) l'accessibilité au marché chinois (de biens et services); (2) la compétitivité des compagnies nationales chinoises; et (3) la violation des droits de propriété intellectuelle américaine, des normes du travail et des standards de sécurité des produits. Il y aurait aussi quatre causes à la base des litiges commerciaux entre la Chine et les États-Unis : (1) les politiques macroéconomiques chinoises qui mettent l'accent sur le gonflement du volume des exportations; (2) les politiques dites nationalistes visant à supporter les firmes transnationales chinoises; (3) la régulation économique (au niveau local surtout), le manque de transparence ainsi que de fortes normes juridiques commerciales; et (4) le système politique chinois.

Source : Éditorial, « Business Lauds Active Role for JCCT In U.S.-China Economic Relations », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 19 - May 15, 2009, p. 20.

Département d'État : un nouveau panel sur l'investissement

Le Département d'État vient de mettre en place un panel spécial pour étudier les dispositions portant sur l'investissement dans les traités de libre-échange. Le panel portera une attention particulière au modèle américain sur l'investissement bilatéral. L'objectif est de développer des recommandations pour mieux répondre aux enjeux associés à l'investissement. Ce panel, par ailleurs, constitue une des étapes de la grande « révision » de la politique américaine sur l'investissement demandée par l'Administration Obama. Il sera coprésidé par la Directrice pour la politique de l'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO), Thea Lee, et l'ancien sous-secrétaire d'État pour l'économie, Alan Larson.

La semaine dernière (14 mai), devant le sous-comité sur le commerce du Comité des Voies et Moyens de la Chambre basse du Congrès, Larson a fait part



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 mai 2009

de son opinion sur certains enjeux controversés reliés à l'investissement aux États-Unis. Il a déclaré que ce nouveau panel aura le statut de sous-comité du Comité sur la politique économique internationale du Département d'État (ACIEP). Le rôle du panel, a-t-il poursuivi, est d'étudier si les dispositions sur l'investissement devaient être mieux adaptées au nouveau climat économique mondial. En ce qui concerne les accords de libre-échange, il a également déclaré que le panel allait examiner si ces dispositions accordaient suffisamment de protection aux pays cherchant à accéder à des ressources naturelles de plus en plus rares et comment ces dispositions pourraient être mieux adaptées aux prochaines régulations sur les changements climatiques. Larson a également indiqué aux membres du Comité des Voies et Moyens que le nouveau panel étudierait la question de la différence entre les chapitres sur l'investissement dans les accords de libre-échange et les clauses dans la Constitution américaine. L'idée est de voir si les investisseurs étrangers ont réellement plus de droits que les investisseurs américains ou s'ils peuvent détourner la loi américaine.

Enfin, Larson a tenu à préciser que ce panel, bien que prometteur, n'était pas complètement constitué et qu'aucune étude n'avait encore été faite. Aussi Larson a-t-il précisé que l'agenda de recherche du panel n'était pas encore élaboré, rendant ainsi imprévisible la date à laquelle les recommandations seront faites.

Source : Éditorial, « State Dept. Appoints New Panel to Review Model BIT, FTA Chapters », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 19 - May 15, 2009, p.18-19.

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

